



Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3609 - Lundi 6 juillet 2015 - Prix: 10 DA

Après avoir été bloqué à Marseille

Le ferry «Elyros» reprend ses navettes

Page 2



Etat d'urgence décrété, responsables limogés

Béji Caïd Essebsi : «La Tunisie est en état de guerre»

Page 2

Etat d'urgence ou trêve sociale ?

Par Mohamed Habili

L'une des premières mesures prises par les autorités tunisiennes après l'attentat de Sousse avait été le rappel des réservistes, mesure d'exception s'il en est. Il était à vrai dire dès ce moment possible de voir qu'elles n'allaient pas s'arrêter là, que leur intention était sans doute de prendre d'autres mesures du même ordre. Il n'en reste pas moins qu'elles ont pris leur monde au dépourvu quand elles ont décrété l'état d'urgence. D'autant que Béji Caïd-Essebsi avait écarté quelques jours auparavant cette éventualité, au motif que sa mise en place nuirait à la saison touristique - qui était alors censée commencer mais que l'attentat avait en réalité close, et ce, à l'instant même où l'on a pris connaissance de ses dégâts. La surprise tient vraisemblablement à quelque chose d'autre, au sentiment que la menace terroriste, pour évidente qu'elle soit, n'est pas, ou du moins n'est pas encore au stade de faire planer sur l'Etat tunisien un risque d'effondrement. Deuxième surprise, une fois digérée la première, et qui elle a trait à la durée impartie à l'état d'urgence, qui est d'un mois, certes renouvelable, mais qui cependant ne semble pas cohérent avec l'appréciation du danger en fonction duquel est instauré l'état d'urgence. De là le soupçon que bien que réelle la menace terroriste est quand même instrumentalisée pour servir d'antidote à un tout autre problème : la crise sociale que connaît le pays depuis des mois et qui se traduit par des grèves dans différents secteurs et à divers endroits du pays.

Suite en page 3

Entre le front de Saadani et le pôle de Ouyahia

Bouteflika veut unir ses alliés autour d'un projet national



Dans son message adressé samedi à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika avait laissé entendre qu'il voulait que les partis du pouvoir qui l'ont soutenu lors de la précédente campagne électorale s'unissent autour d'un projet national.

Page 3

Daho Ould Kablia, président du MALG

«Il est temps d'ouvrir les archives de la révolution»

Page 24

Célébration de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse

Takfarinas enchante ses fans

Page 13

La dépense en matière d'habillement a triplé sur la dernière décennie Les Algériens prennent goût au shopping...

EN MATIÈRE d'habillement et de chaussures, la famille algérienne consacre annuellement une moyenne de 8% de son budget pour un montant moyen de plus de 58 000 DA par an. Une dépense qui a presque triplé ces dernières années, selon les résultats d'une enquête réalisée par l'Office national des statistiques. Femmes, hommes ainsi que les jeunes algériens font attention à leurs tenues vestimentaires et consacrent plus de 58 000 DA par an pour enrichir leurs armoires. En effet, en 2011, les dépenses des ménages en matière d'habillement et de chaussures ont atteint un montant global de 363,5 milliards de dinars en Algérie, indiquent les résultats d'une récente enquête de cet office sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages. «La part des dépenses en habillement et chaussures aurait été plus importante sans le phénomène de la fripe», souligne le directeur chargé des statistiques sociales et des revenus à l'ONS, Youcef Bazizi. «La dépense annuelle globale en matière d'habillement et de chaussures est plus importante en zone urbaine car le taux d'urbanisation est plus important», explique Bazizi qui est également superviseur de cette enquête. Les deux postes les plus importants des dépenses en habillement et chaussures sont ceux concernant les vêtements homme et femme avec 53% du budget, le reste concerne les enfants et bébés. Selon l'enquête, la part allouée aux vêtements est plus importante chez les femmes urbaines que ce soit par rapport aux hommes urbains ou aux femmes rurales. Par ailleurs, l'étude indique que pour la chaussure, la globalité des dépenses de la gent masculine a été de 36,2 milliards DA, les femmes 25 milliards DA et près de 20 milliards DA pour les enfants et bébés. D'ailleurs la dépense globale des familles algériennes en habillement a presque triplé durant la dernière décennie 2000-2011 au niveau national, passant de 132 milliards DA en 2000 à plus de 360 000 milliards DA en 2011. Les ménages qui habitent dans des villas ou immeubles dépensent en moyenne 5 045 DA et 2 505 DA par mois respectivement, soit une dépense supérieure à la moyenne nationale qui est de 4 835 DA. Par contre, l'enquête relève que les ménages qui habitent dans des constructions précaires dépensent le moins au niveau national avec 4 100 DA par mois. Mais la dépense la plus faible, qui est de 3 100 DA par mois, elle est enregistrée dans le milieu rural chez les ménages qui vivent dans des chalets, tentes et autres types de construction. La dépense mensuelle moyenne des ménages augmente avec le nombre d'occupés, passant de 3 300 DA dans une famille sans aucun occupé à 6 400 DA dans un ménage avec 3 occupés et plus. L'enquête nationale sur les dépenses de la consommation et le niveau de vie des ménages réalisée en 2011, qui a duré une année sur le terrain afin de prendre en charge les effets de saisonnalité de la consommation, a concerné 900 produits et a porté sur un échantillon de 12 150 ménages ordinaires. Contrairement à nos ménages, les ménages français dépensent 39 milliards d'euros en articles d'habillement. Les Tunisiens eux, consacrent occasionnellement, pour le mois de ramadhan, 60% de leur budget pour l'achat des vêtements, selon une récente étude en ligne menée par YouGov et commandée par Visa Afrique du Nord.

Thinhinene khouchi/APS

Etat d'urgence décrété, responsables limogés

Béji Caïd Essebsi : «La Tunisie est en état de guerre»

■ Caïd Essebsi a plaidé, dans ce sens en faveur de la mobilisation populaire contre le terrorisme affirmant que «la Tunisie est aujourd'hui en état de guerre». Si la Tunisie est menacée, c'est parce qu'elle a instauré un Etat civil et s'est dotée d'un régime républicain», a déclaré le président tunisien soulignant que «le terrorisme a gagné nos villes».

Par Meriem Benchaouia

«**L**a Lutte contre le terrorisme nécessite une guerre spécifique et une alliance populaire autour des efforts des forces de l'ordre. Dans cette guerre, il y a des spécificités qui touchent parfois à la liberté de la presse et de l'expression. Si des opérations similaires se reproduisent, c'est l'Etat qui sera touché», a déclaré le président de la République tunisienne, Béji Caïd Essebsi, dans un discours à la nation, au cours duquel il a annoncé l'instauration de l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire national pour une période d'un mois. Le président tunisien, avait au début de son adresse, analysé les défis économiques, sociaux et sécuritaires auxquels la Tunisie et le gouvernement actuel issu d'élections démocratiques, transparentes et intègres sont confrontés. Il a plaidé, dans ce sens en faveur de la mobilisation populaire contre le terrorisme affirmant que «la Tunisie est aujourd'hui en état de guerre». «Si la Tunisie est menacée, c'est parce qu'elle a instauré un Etat civil et s'est dotée d'un régime républicain», a déclaré le président tunisien soulignant que «le terrorisme a gagné nos villes». «Menacée par l'Etat islamique, la Tunisie soutient un modèle diamétralement opposé aux hypothèses défendus par Daech», a-t-



PHOTO: R.

il expliqué. Selon le chef de l'Etat, «la décision a été prise en raison de la persistance de la menace terroriste contre la Tunisie et de la propagation de ce phénomène vers d'autres pays arabes». Tout en mettant en garde contre la situation précaire qui prévaut en Libye et ses conséquences sur la Tunisie, «le président de la République tunisienne a tenu à rappeler que la Libye n'a plus un Etat. Composée désormais de groupes armés en conflit, la Libye est prédominée aussi par des acteurs régionaux et internationaux dont chacun cherche à servir un agenda bien déterminé», a-t-il expliqué. «Dans le

même contexte, le président Caïd Essebsi a mis l'accent sur les difficultés auxquelles fait face la Tunisie dans la protection des frontières avec la Libye. La protection et la sécurisation de plus de 500 kilomètres de frontières avec la Libye exigent la mobilisation de grands moyens et de matériels modernes que la Tunisie n'en dispose pas aujourd'hui», a-t-il souligné. «Aucun pays n'est à l'abri de la menace terroriste», a affirmé Caïd Essebsi qui a plaidé, à ce propos, en faveur de la mise en œuvre d'une coopération internationale anti-terroriste. Tout en réaffirmant l'engagement de la Tunisie à lutter contre le terrorisme

me dans le respect de la liberté d'expression et de la presse et des droits de l'homme, le chef de l'Etat a estimé indispensable de prendre en considération les menaces terroristes qui pèsent sur la Tunisie lors de l'exercice de ces libertés. Dans ce cadre, plusieurs responsables tunisiens, dont le gouverneur de Sousse, ont été limogés après l'attentat qui a coûté la vie à 38 touristes. Tout «comme il y a eu des défaillances sécuritaires, il y a eu des défaillances politiques», a-t-il déclaré. En outre, le président, a souligné que les difficultés économiques, les grèves à répétition, dont la plupart sont illégales, et l'absence d'investissements nationaux et étrangers ne doivent pas être ignorées. Idem pour «ces régions marginalisées qui n'ont jamais bénéficié de leur part légitime de développement, pour ces 700 000 jeunes chômeurs qui voient les horizons se boucher de jour en jour et pour ces mouvements de protestation qui cachent des agendas politiques n'échappant plus à personne». Béji Caïd Essebsi conclut : «Ma confiance en le peuple tunisien est inébranlable. Ma confiance en les partis politiques nationaux est aussi grande qu'inconditionnelle. Nous vaincrons l'hydre terroriste grâce à notre unité nationale et à notre conscience et le terrorisme ne passera pas.»

M. B./Agences

Après avoir été bloqué à Marseille

Le ferry «Elyros» reprend ses navettes

Bloqué pendant une semaine dans le port de Marseille pour des raisons de contrôle technique imposé par les autorités maritimes françaises, Elyros, le bateau de voyageurs affrété par l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), a largué, hier ses amarres à destination d'Alger où il a accosté. Il était 11h30. Le navire est arrivé. 350 passagers et 135 véhicules ont été à bord de liner. Les voyageurs accostés à leur arrivée ont indiqué à l'unanimité que le voyage s'est passé dans des conditions agréables. Aucune anomalie n'a été signalée. Les voyageurs sont arrivés à temps. Le navire semble être bien entretenu et dans un très bon état. «Nous avons fait une très bonne traversée», ont-ils indiqué. «Les cabines étaient impeccables et parfaitement suffisantes, nous avons très bien dormi et bien mangé», ont encore précisé.

L'Entreprise nationale de transport maritime (ENTMV) a affirmé que le bateau a subi tous

les contrôles et aucune anomalie n'a été relevée par les contrôleurs maritimes internationaux, citant dans ce sens le rapport du bureau d'expertise maritime international. Son P-DG a affirmé hier à la presse que «l'affrètement du bateau ne souffre aucune anomalie, soulignant que dans le cas où la moindre insuffisance technique ou sécuritaire aurait été décelée, le navire n'aurait pas été autorisé à naviguer».

A propos de l'information rapportée par certains organes de presse nationaux faisant état de la non-conformité des canots de sauvetage aux normes de sécurité requises par la réglementation, le P-DG de l'Entreprise des transports maritimes a nié l'information et rassure que le problème n'était pas d'ordre technique, accusant certaines parties qui ont créé cette polémique pour servir d'autres intérêts. «Le blocage du bateau au port de Marseille a fait subir un préjudice moral et financier à notre entreprise qui a raté plusieurs destinations en cette période de



PHOTO: SORAYEL/A.

vacances. Certaines parties étaient derrière ce blocage», regrette le responsable à l'ENTMV. «Nous comptons également relever certaines zones d'ombre qui tournent autour du blocage du navire prochainement», précise le même responsable. «Le navire est arrivé le 21 juin dernier après qu'il ait passé par une expertise technique d'un bureau d'expertise français qui l'ont trouvé prêt à prendre le large. Une fois arrivé à Marseille, les autorités françaises ont exigé

d'autres formalités. Ça été réglé dans un délai court», explique le P-DG de l'entreprise qui rassure une nouvelle fois sur le bon fonctionnement technique de navire. Pour rappel, le ministre des Transports, Boudjemaâ Talai, qui s'est impliqué personnellement dans la gestion de cette crise, a exigé la prise en charge des voyageurs par l'utilisation d'autres car-ferries pour les ramener à Alger tout en leur proposant également une indemnisation.

Louiza A.R.

Entre le front de Saadani et le pôle de Ouyahia

Bouteflika veut unir ses alliés autour d'un projet national

■ Dans son message adressé samedi à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait laissé entendre qu'il voulait que les partis du pouvoir qui l'ont soutenu lors de la précédente campagne électorale s'unissent autour d'un projet national.

Par Nacera Chennafi

S'adressant à l'opposition, il a exprimé sa considération envers celle-ci, en affirmant que «dans le respect de la déontologie démocratique, l'opposition est dans son rôle, tout comme sera dans son rôle la majorité qui a porté mon programme durant la campagne électorale et à laquelle il revient de le promouvoir aujourd'hui dans le cadre du débat démocratique, pour semer l'espoir et pour soutenir l'effort». Dans son message écrit adressé samedi à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika avait laissé entendre qu'il voulait que les partis du pouvoir qui l'ont soutenu lors de la précédente campagne électorale s'unissent autour d'un projet national. Il est à noter qu'au niveau de l'opposition, il y a le regroupement appelé instance de suivi de l'opposition (Isco) composée notamment du RCD, MSP, Ennahdha, Djil Djadid, El Adala ; l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour et le nouveau parti de Ali Benflis (Talaïou Houriyat) qui vient d'annoncer son adhésion à cette instance. D'autres partis de l'opposition préfèrent défendre leur propre projet politique en solo, c'est le cas du Front des forces socialistes avec son initiative portant reconstruction du consensus national.

Du côté des partis du pouvoir, ces derniers ne sont toujours pas regroupés dans une instance bien précise, même si ils coordonnent dans le cadre de l'activité parlementaire. Pour rappel, il y a eu l'expérience de l'Alliance présidentielle qui a duré plus de

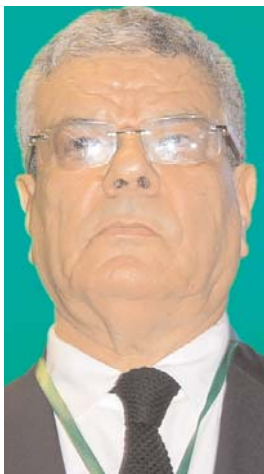


Photo: Soraya/J. A.

six ans composée à l'époque par le FLN, RND et le parti islamiste, le MSP ; cependant, ce dernier a claqué la porte de cette alliance en 2012 dans le contexte du printemps arabe et depuis, cette alliance s'est évaporée. D'autre part, la nouvelle loi sur les partis politiques de 2012 a permis l'émergence de nouveaux partis qui soutiennent le président Bouteflika et son programme, à l'instar du parti Taj de Amar Ghoul et le MPA de Amara Benyounés.

Après quarante-huit heures de son retour à la scène politique à travers son plébiscite comme secrétaire général par intérim du RND, le 9 juin dernier en attendant le congrès du parti, Ahmed Ouyahia a balancé le projet de faire renaître l'alliance présidentielle à travers la constitution d'un pôle de soutien au président. Ainsi, Ouyahia voulait rassembler quatre partis, à savoir le FLN, le RND, le MPA de Amar Benyounés et le Taj de Amar Ghoul.

Cependant, cette proposition n'a pas été la bien-venue du côté du vieux parti. Dans une conférence de presse tenue samedi 13 juin, le secrétaire général du FLN, Amar Saadani, a jugé la proposition d'Ahmed Ouyahia de «prématurée». Amar Saadani préfère parler d'un «front national» de soutien au Président Bouteflika, qui serait constitué de l'ensemble des partis et associations ayant soutenu le Président. D'autre part, il avait précisé que le FLN devrait jouer le rôle de locomotive si jamais une alliance présidentielle est mise en place. Ainsi, le FLN qui a toujours revendiqué son leadership par sa majorité à l'Assemblée nationale et au gouvernement avec maintenant 12 ministres, membres du comité central n'accepterait pas qu'il soit chapoté par un autre parti même s'il s'agit d'un allié du pouvoir comme le cas du RND. Aujourd'hui à travers le message du Président Bouteflika à l'occasion de la fête de

l'Indépendance, l'ex-parti unique se voit réconforté dans sa proposition portant création d'un front national. Pour le FLN, les partis du pouvoir ne se limitent pas à quatre formations seulement et il veut même intégrer des associations dans ce Front alors qu'Ahmed Ouyahia avait par contre insisté sur l'unité entre quatre partis du pouvoir. Il est à noter que jusqu'à présent, les deux initiatives, à savoir, le Front de libération nationale de Amar Saadani et le Pôle national d'Ahmed Ouyahia ne sont toujours pas clairs. Au niveau du Front de libération nationale, il est attendu que des démarches soient engagées dès la rentrée politique. Dans ce contexte, le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a indiqué samedi à Alger que son parti soutenait les alliances politiques mais rejetait la remise en cause de la légitimité des institutions et la volonté du peuple.

N. C.

Partis

Le MSP redoute les incidences d'une politique d'austérité

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) «craint que la politique d'austérité qui pourrait être dictée par la loi de finances complémentaire n'ait des incidences sur la stabilité sociale du pays», a souligné son président, Abderrezak Mokri, samedi soir à Annaba. Intervenant à l'occasion d'un Iftar collectif organisé par le MSP pour ses militants, M. Mokri a estimé que le «système qui gouverne le pays a choisi d'acheter la paix sociale en s'appuyant sur la rente pétrolière qui a, durant les 15 dernières années, représenté 5 fois les revenus pétroliers de l'Algérie de l'indépendance à l'an 2000». Selon le président du MSP, ce choix a «donné naissance à une génération qui ne compte plus que sur l'aide de



Photo: Soraya/J. A.

l'Etat», le tout dans un contexte marqué par «la fragilité des recettes provenant des hydrocarbures». Le «système» n'a pas fait le choix d'une «méthode apte à assurer une véritable renaissance

du pays» et «refuse de sauver ce qui peut encore l'être avec l'aide de tous, en prenant en compte la solution consensuelle portée par le MSP», a encore

M. Mokri. Lors d'une visite de travail samedi à Alger, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait assuré que la politique du gouvernement consistant à rationaliser les dépenses publiques «n'est pas de l'austérité». Sur un autre plan, le président du MSP a considéré, au cours de son intervention qu'il a intitulé «Ramadhan, mois des victoires et des libertés», que le «triomphe du peuple contre le colonisateur reste, malgré les acquis obtenus, incomplet». Le MSP «continuera de militer conformément aux principes de la déclaration de Novembre et du message des chouhada pour extraire le pays de la dépendance culturelle et économique», a conclu Abderrezak Mokri.

H.Y.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

Etat d'urgence ou trêve sociale ?

Suite de la page une

On peut même se demander si le véritable but de l'état d'urgence n'est pas de rétablir d'autorité la paix sociale, en commençant par prévenir l'explosion sociale, en appelant les travailleurs au sens de leur responsabilité politique, ce qui passe par une surévaluation du danger terroriste. Ce qui conforte ce soupçon, c'est qu'on voit mal en quoi l'état d'urgence peut être efficace dans la lutte contre le terrorisme, de surcroît dans un pays où il est encore le fait d'individus isolés. C'est d'ailleurs ainsi que le Chef du gouvernement lui-même a caractérisé l'attentat de Sousse, perpétré en effet par un seul individu. En Algérie, l'état d'urgence pouvait se justifier par ceci que le terrorisme y a revêtu dès ses débuts un caractère massif. Il ne commence pas en Tunisie comme il a commencé en Algérie au début des années 1990. Il y avait en Algérie plus de terroristes au tout début qu'il n'y en aurait par la suite, du fait bien sûr de la lutte antiterroriste, qui, détail essentiel, a impliqué de larges couches populaires. Dans sa première phase, le terrorisme n'était pas sans présenter quelques-uns des traits propres à une insurrection, à une rébellion armée. A ce moment les terroristes se comptaient en dizaines de milliers, sans parler du soutien populaire dont ils jouissaient. Rien de tel aujourd'hui en Tunisie. Et pour cause, il n'y a eu aucune élection annulée, aucune crise politique, susceptible d'entraîner, ou de donner le prétexte à une rébellion armée. Cela dit, il y a néanmoins une fragilité tunisienne, qui n'est pas d'ordre politique, qui tient à grande la place du tourisme dans son économie. Le tourisme en fait pays ouvert, comme tel très dépendant de ses échanges avec l'extérieur. Le terrorisme était par contre sans effet sur les revenus extérieurs de l'Algérie. Le terrorisme ne pouvait dans le cas de l'Algérie aboutir au même résultat qu'en Tunisie avec deux attentats seulement qu'en perturbant la production pétrolière, ce qu'il ne pouvait pas. La rente pétrolière n'a pas peu contribué au salut de l'Algérie tout au long de la décennie noire.

Tizi Ouzou
Plus de 100
hectares
de couvert
végétal détruits
par les feux



PAS MOINS d'une centaine d'hectares de couvert végétal ont été parcourus par des feux de forêts durant la journée du samedi dans la wilaya de Tizi Ouzou, selon un bilan provisoire obtenu hier auprès des services de la protection civile.

Plusieurs départs de feux ont été recensés samedi en raison vraisemblablement de la canicule qui s'est installée depuis une semaine sur tout le territoire national. Le plus important feu enregistré durant la période de référence a été celui signalé dans la localité d'Azazga non loin de zone abritant l'hôpital Lounès Meghenem qui s'était déclaré depuis l'après-midi du samedi et n'a été circonscrit durant la nuit du samedi à dimanche. D'importants moyens ont été mobilisés en la circonstance selon les indications fournies par le directeur de la protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou, le colonel Mohamedi Brahim. Il a précisé que le foyer est localisé à 1 km aux alentours dudit hôpital. Ce départ de feu a provoqué la destruction d'une superficie de couvert végétal de pas moins de 35 ha de chêne vert, une quarantaine d'oliviers et une dizaine de ruches. Il n'a été maîtrisé par les sapeurs pompier qu'un petit matin du dimanche. D'autres foyers de feux de forêts ont été signalés durant la même journée dans plusieurs localités de la wilaya de Tizi Ouzou avec des dégâts variant entre 3 à 12 hectares essentiellement de la broussaille, des bottes de foin, d'arbres fruitiers et maquis dont les localités les plus touchées étaient Ait Zella (Mekla), Amedah (Tizi Ghénif), Ait Heniche (Draa El- Mizan), Ighemene (Azeffoune). Pour rappel, en fin de semaine écoulée, un départ de feu à Mechtras (35 km au Sud de la wilaya de Tizi Ouzou) avait causé la destruction de pas moins d'une quinzaine d'hectares de chêne vert.

H. M.

Marché informel de la devise

Square Port Saïd, une place financière sans statut

■ Au square Port Saïd, La Mecque de la devise, les trabendistes semblent continuer leurs affaires illégales qui gangrènent l'économie nationale sans se soucier des risques.

Par Mohamed Mabkhout

Les trabendistes de la devise au square Port-Saïd à Alger semblent devenir son décor naturel, ils font partie de l'endroit et créent une ambiance si particulière et unique. Le fait de voir des personnes tenant à la main des paquets de billets, au vu et au su de tous, la personne se rendra compte tout de suite après qu'elle est arrivée au square Port Saïd sans même la nécessité de voir des panneaux d'indication. Le lieu est situé en plein centre de la capitale, pas loin des différentes institutions de l'Etat, face au TNA, à proximité de plusieurs banques et à une encablure du Sénat et de l'APN. Les rues pullulent de jeunes qui demandent aux passagers l'achat ou la vente de devise. De l'euro, du dollar, de la livre sterling, de l'achat ou de la vente, une véritable place financière sauf dans le statut juridique informel. La situation que l'Algérie vit depuis juillet passé, soit depuis une année, à cause de la baisse des prix du pétrole a mené les décideurs à utiliser des réserves de change pour combler le déficit financier. Le gouvernement appelle à chaque fois à la rationalisation des dépenses pour ne pas connaître des difficultés de financement. Ce marché informel n'a pas été épargné, il a connu une descente surprise de police au mois d'avril pour traquer les trafiquants. Des arrestations ont été effectuées mais quelques jours après l'activité a regagné son domicile. Hier, nous nous sommes rendu au square pour observer l'activité informelle, chose étonnante, et malgré



toute l'encre qui a coulé les rues sont bondées de trabendistes et ni la canicule ni la journée n'arrêtent l'activité fructueuse. Deux jeunes vendeurs sur la route principale sont en train d'attirer les clients.

A notre question concernant les prix, ils nous ont répondu : «de l'euro à 170 DA la vente, de la livre 225 DA». Concernant la panoplie proposée, le jeune a répondu que «les devises, on propose de tout, selon ce qu'il te faut et les prix baisseront en cas d'une forte demande». Différentes raisons sont à l'origine de ce marché informel, à l'instar de l'absence des bureaux de

change agréés et l'allocation touristique jugée unanimement très maigre pour effectuer un voyage à l'étranger. Ces causes rendent le marché fleurissant et la flèche demeure à tout moment verte dans cette bourse illégale.

C'est la faute à l'allocation touristique

L'allocation de 135 euros une fois par an revient toujours pour faire débat. La plupart des Algériens qui veulent se rendre à l'étranger obtiennent l'allocation mais font aussi recours à ce marché de devise pour s'approvi-

sionner suffisamment en liquide pendant leur séjour. Comparée au différents pays, la Banque d'Algérie propose une somme jugée très faible pour le touriste algérien.

Les investisseurs algériens ou étrangers de leur côté ne sont pas à l'abri vu qu'ils sont vite confrontés à l'obstacle du change à chaque investissement et qui seront dans l'obligation de traiter avec ces trafiquants de devises. Cette situation porte préjudice à l'économie nationale, et la circulation de l'argent, détournée par certains réseaux met les finances publiques en réel danger.

M. B.

Le pénible ramadhan de 2015

Plus d'une semaine de jeûne sous la canicule

Le temps caniculaire qui persiste depuis plus d'une semaine complique la tâche aux jeûneurs des quatre coins du pays. Les vagues de chaleur sont plus difficiles sous l'effet du jeûne et du travail. Contrairement à une minorité qui préfère prendre ses vacances pendant le ramadhan, la majorité des Algériens programment leurs congés pour l'après-mois sacré afin de pouvoir profiter pleinement de leurs vacances. Mais la mission de concilier travail et pratique religieuse se complique sous les vagues de chaleur persistante. Certaines régions ont déjà enregistré des décès parmi les malades chroniques et personnes âgées. C'est le cas d'un homme décédé la semaine dernière suite à la vague de chaleur à Ain Témouchent. Après avoir été admis aux urgences de l'hôpital Ahmed-Medeghri de cette wilaya, cet homme est décédé, selon une source hospitalière qui a fait savoir que «sa mort est due à la forte chaleur». Et d'ajouter que «trois autres cas similaires ont été enregistrés durant ce mois de ramadhan et en plus les services des urgences ont reçu 1200 cas d'urgence de personnes diabétiques ou pour tension artérielle». Malgré

les campagnes de sensibilisation et les appels à consultation pour voir si le carême ne représente pas un danger pour certains malades chroniques, ces derniers n'en font qu'à leur tête et prennent les risques de jeûner sous la canicule. Les vagues de chaleur ont par ailleurs donné du grain à moudre aux éléments de la Protection civile tout comme les services des urgences dans les hôpitaux. Le nombre d'interventions des éléments de la Protection civile connaît une hausse, comparativement à la moyenne habituelle, suite à la vague de chaleur qui sévit, ces derniers jours, sur l'ensemble du pays, selon la déclaration faite par la cellule de communication de cette institution à l'APS. «Le nombre de moyens d'intervention est en hausse, ce qui s'explique par les interventions effectuées par nos éléments pour les évacuations sanitaires et les prises en charge de personnes âgées ou d'enfants ayant subi un malaise à cause de la chaleur», a déclaré le lieutenant Zoheir Ben Amzal, chargé de communication auprès de la direction générale de la Protection civile. La même source a rappelé les recommandations de prévention communiquées

antérieurement par la Protection civile dont celles d'«éviter de se déplacer pendant la hausse de température, sauf en cas de nécessité, en particulier dans les wilayas intérieures du pays, tout en évitant de s'exposer au soleil». La Protection civile avait conseillé également aux citoyens de «fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil», de «maintenir les fenêtres fermées tant que la température extérieure est supérieure à celle de l'intérieur et de les ouvrir tôt le matin, tard le soir et la nuit». Elle a, pour la même finalité, recommandé de «provoquer des courants d'air dans tout le bâtiment dès que la température extérieure est plus basse que celle de l'intérieur», et d'«éviter les activités extérieures nécessitant des dépenses d'énergie très importantes, à l'instar du sport, jardinage et bricolage». S'agissant des conducteurs ne disposant pas d'air conditionné (climatisation) dans leurs véhicules, il a été conseillé d'«éviter les longs trajets au cours de la journée» et «ne jamais laisser les enfants seuls à l'intérieur d'un véhicule».

Yasmine Ayadi

Ecole supérieure d'hôtellerie d'Alger

Une formation d'excellence aux standards internationaux

■ L'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (Eshra), un établissement public dont la gestion est assurée par l'Ecole suisse de Lausanne, se fixe l'objectif de dispenser une formation d'excellence aux standards internationaux.

Par Asma O.



PH/DR

Inaugurée samedi par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, l'Eshra dont le promoteur est la Société d'investissement hôtelier, forme des cadres qualifiés dans la gestion des établissements hôteliers et touristiques, selon les standards internationaux avec l'objectif d'atteindre un niveau d'excellence. L'Eshra qui vient de clôturer sa première année d'existence, est placée sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le

diplôme obtenu au terme d'une formation au sein de cet établissement est certifié par l'Ecole hôtelière suisse de Lausanne, selon le directeur général de l'Eshra, Xavier Chlapowski. Il s'agit d'une licence de trois ans de formation (système LMD) délivrée par le ministère de l'Enseignement supérieur et d'une autre licence internationale en gestion hôtelière après quatre ans d'études délivrée par l'Ecole hôtelière de Lausanne. L'Etablissement dispense une

formation payante, soit 900 000 dinars par an. La première promotion de 48 étudiants, en régime d'internat, vient de clôturer sa première année de formation. Ainsi, les nouveaux bacheliers auront la possibilité de suivre une formation au sein de l'école en payant leurs études ou en bénéficiant d'une aide de donateurs publics ou privés du secteur du tourisme, notamment la Société d'investissement hôtelier. La formation est dispensée aussi bien par des enseignants

algériens qu'étrangers dans des cuisines dotées d'équipements modernes, de manière à permettre aux étudiants d'atteindre l'excellence. Des cadres de l'Ecole de Lausanne sont régulièrement dépêchés à Alger afin de «surveiller» l'activité de l'Eshra, selon son DG. Les étudiants qui sont formés à de nombreux domaines ayant trait à l'accueil, la gestion et la gastronomie, suivent aussi une formation pratique au niveau des établissements hôteliers que ce soit en

Algérie ou à l'étranger. Les stages pratiques se déroulent durant le troisième et le septième semestre dans les domaines de la gestion hôtelière et ses différentes spécialités.

En ce sens, des élèves de l'Eshra ont déjà pris part à l'ouverture de l'hôtel Marriott à Constantine et d'autres ont participé au Salon du chocolat qui s'est tenu récemment à Alger.

La formation est également soutenue par l'ouverture, au sein de l'école, d'un restaurant gastronomique ouvert au public trois fois par semaine (mardi, mercredi et jeudi). L'ouverture de cette école répond au souci de consolider la formation et la qualification de la main-d'œuvre dans le domaine touristique, d'autant plus que l'Algérie va engager plusieurs projets d'investissement dans le domaine touristique, avait indiqué le ministre de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul. Quelque 20 autres instituts de formation dans le domaine touristique seront ouverts à l'horizon 2020. **A.O./APS**

Investissements à Oran

Plus de 40 projets en cours de réalisation

Plus de 40 projets, initiés dans le cadre du Comité d'assistance, de localisation, de promotion de l'investissements et de régularisation foncière (Cqpiref), sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris du directeur de l'industrie et des mines. Ces projets en cours de réalisation, sur 164 demandes d'investissement, concernent notamment la pharmacie, les matériaux de construction et les services, a indiqué Salah-Eddine Bouyacoub, affirmant que tous

les investisseurs en question disposent d'actes de concession, de permis de construire et autres documents nécessaires pour mener à bien leurs projets. Pour améliorer le climat des affaires et «booster» l'investissement au niveau local, la direction de l'industrie et des mines, représentée par le sous-comité technique du Calpiref, a tenu plusieurs réunions avec les investisseurs et effectué des sorties sur site pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets d'investis-

sement, notamment au niveau des zones d'activités d'El Kerma (Es-Sénia), Bethioua et Bir El Djir, a-t-il ajouté. De nouvelles mesures ont été introduites pour faciliter l'acte d'investir à travers la simplification des procédures, élargir le champ des secteurs d'activités et diversifier l'économie par l'encouragement des entreprises exportatrices par des avantages fiscaux et parafiscaux, a-t-il encore indiqué.

Samy T./APS

Matières premières

Les cours souffrent d'un marché largement approvisionné

Les cours des matières premières ont accentué leur repli la semaine précédente, plombés, dans l'ensemble, par un marché largement approvisionné par la crise qui oppose le gouvernement grec à ses créanciers, et enfin par des données mitigées sur l'emploi américain. Les prix du pétrole ont fini la semaine en net repli sous la pression des négociations entre l'Iran et les grandes puissances, et après une hausse du nombre de puits de forage aux Etats-Unis la veille. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 60,39 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, contre 63,26 dollars une semaine plus tôt.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance baissait à 55,56 dollars contre 59,63 dollars sur le New York Mercantile

Exchange (Nymex). Le cacao et le sucre ont poursuivi leur hausse, portés par une baisse de l'offre, tandis que le café a perdu du terrain, lesté par une faiblesse du réal, lors d'une semaine toutefois calme car écourtée par un jour férié vendredi aux Etats-Unis. Les cours du sucre se sont eux bien maintenus, malgré la baisse du réal, la baisse de la production brésilienne encourageant un peu les prix.

Le marché semble s'orienter vers un déficit pour 2015/16 après cinq années de surplus, ont souligné les analystes, mais l'impact sur les prix sera relativement limité car l'offre demeure surabondante. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en août valait 372,60 dollars, contre 362,80 dollars sept jours auparavant. A New York, la livre de sucre brut pour livraison en octobre valait 12,30 cents jeudi à la clôture, contre 12,09 cents le vendredi précédent. Les prix du

café n'ont pas réussi à consolider leurs gains de la semaine dernière et ont perdu du terrain tout au long de la semaine.

Sur le Liffe de Londres, la tonne de robuste pour livraison en septembre valait 1 744 vendredi, contre 1 818 dollars le vendredi précédent. Sur le ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en septembre a fini à 127,40 jeudi, le marché étant fermé vendredi pour cause de jour férié aux Etats-Unis, contre 136,75 cents vendredi dernier. Les tarifs du cacao à Londres ont atteint vendredi leur plus haut niveau en quatre ans, les fondamentaux de marché continuent de soutenir le cacao et les cours sont restés portés par les attentes d'un manque temporaire de fèves avant que la nouvelle récolte ne commence en octobre. A Londres, la tonne de cacao pour livraison en septembre valait 2 171 livres sterling, contre 2 161

livres sterling le vendredi précédent. A New York, où le marché était fermé vendredi, la tonne pour livraison en septembre valait 3 288 dollars jeudi à la clôture, contre 3 274 dollars. Pour les matières premières agricoles, le marché était fermé lors d'une semaine écourtée par un jour férié vendredi aux Etats-Unis. L'or ne réussit toujours pas à attirer les investisseurs malgré la crise grecque qui continue et des chiffres de l'emploi mitigés aux Etats-Unis jeudi.

Le pays, qui a fait défaut sur sa dette au Fonds monétaire international (FMI) cette semaine, devait se prononcer hier lors d'un référendum sur la dernière version d'une proposition d'accord des créanciers de la Grèce, qui prévoit une série de réformes et de mesures budgétaires en échange d'une poursuite du soutien financier au pays.

H.L./ Agences

Grèce
Le gouvernement veut négocier un accord fiscal avec la Suisse

LA GRÈCE veut passer avec la Suisse un accord d'amnistie fiscale pour les Grecs ayant de l'argent sur des comptes dans ce pays, afin de pouvoir récupérer des sommes dont elle a particulièrement besoin en ce moment, selon un hebdomadaire suisse. Le texte proposé par Athènes accorderait une amnistie à ceux qui ont illégalement déposé leurs capitaux en Suisse, en échange d'un paiement forfaitaire de 21% sur l'ensemble des sommes non déclarées, selon le *NZZ am Sonntag* citant des «sources bien informées». Le gouvernement grec dirigé par le parti de gauche radicale Syriza, dont la survie dépend de l'issue du référendum qui a lieu hier en Grèce, a promis de s'attaquer à la fraude fiscale. Les estimations sur les sommes déposées en Suisse par des Grecs varient fortement, allant de 2 milliards à 200 milliards d'euros, selon le *NZZ am Sonntag*. Un porte-parole du ministère suisse des Finances a confirmé qu'Athènes avait fait une nouvelle proposition, mais sans donner de détail. La Suisse, longtemps célèbre pour son secret bancaire, a entrepris, sous la pression de ses voisins, de le modifier, pour rendre plus faciles les poursuites à l'encontre des fraudeurs, et un système d'échange d'informations avec tous les pays de l'UE entrera en vigueur en 2018. **R.E.**

Ghardaïa/ Commune d'El Ateuf

150 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

■ Au moins 150 foyers du site d'El Hamrayat dans la commune d'El Ateuf (12 km au sud du chef-lieu de wilaya Ghardaïa) ont été raccordés hier au réseau de gaz naturel, a-t-on constaté.

Par Farid O.

L'opération de mise en service du réseau de distribution de gaz naturel, qui intervient à l'occasion de la célébration du 53^e anniversaire de l'indépendance, a nécessité la réalisation d'un réseau de distribution totalisant plus de 2,6 km linéaires. Inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, ce projet a nécessité un montant de plus de 14 millions DA pour le raccordement de ces foyers situés sur un site rocheux, a expliqué le directeur local de la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz centre (SDC-filiale de Sonelgaz). Le raccorde-

ment de ce site au réseau de gaz naturel a été accueilli avec une très grande «satisfaction» et des youyous lancés par les femmes visiblement soulagées des difficultés d'approvisionnement en gaz butane. Une extension du réseau de distribution, sur une distance de 294 km linéaires, est en cours de réalisation pour permettre à plus de 12 500 foyers situés dans les différentes collectivités locales de la wilaya de profiter du gaz naturel, a indiqué le directeur de SCD, Ahmed Brahimi. Entre 1976, année de l'installation du réseau de gaz de ville à Ghardaïa, et 1984, seuls 7 500 foyers situés dans les communes de Ghardaïa et Bounoura étaient raccordés au



réseau de cette énergie, soit un taux de 20%, a précisé le même responsable, ajoutant qu'en 2015 le taux de raccordement est passé à 78% avec plus de 64 700 abonnés répartis sur les 13 communes de la wilaya, y compris les zones rurales. La wilaya de Ghardaïa dispose d'un réseau de distribution de gaz estimé à 1 437 km linéaires et 14

stations de distribution de gaz dont deux en Gaz propane liquéfié (GPL) à El Meneaa et Guerrara, a-t-il ajouté. Cette wilaya recense un total de 11 5807 abonnés au réseau électrique et 64 700 raccordements au gaz naturel, selon les statistiques de cette entreprise.

Farid O./APS

Illizi

La localité d'Ihrir bientôt raccordée au réseau électrique

Un projet de raccordement au réseau électrique de la localité d'Ihrir, dans la commune de Bordj Si El-Houès (wilaya d'Illizi), est en cours de réalisation, a-t-on appris des responsables de la Société de distribution du centre (SDC-filiale de Sonelgaz).

Doté d'un financement de 730 millions DA, ce projet d'un linéaire de 89 km, qui a été réparti sur quatre phases, est à 70% de son avancement physique, a indiqué le directeur de la société, Abdelkader Biter, précisant que les travaux de réalisation du réseau intérieur au niveau de cette localité sont achevés. La

deuxième phase de ce projet devrait être achevée durant le mois de juillet courant, ou «au plus tard, avant la fin du mois d'août prochain», a-t-il assuré.

Une enveloppe financière de 3,1 milliards DA a été consacrée pour le financement d'une opération portant sur l'alimentation en énergie électrique du village Arikine depuis la localité frontalière de Tinalkoum (commune de Djanet) sur un réseau de 57 km, a révélé, par ailleurs, le même responsable. Le lancement de cette opération qui est en cours de procédures des appels d'offres, permettra d'assurer l'approvisionnement en énergie

électrique au profit des habitants du village. Une fois concrétisées, ces opérations vont permettre de mettre fin à l'alimentation en cette énergie à partir des transformateurs électriques, ce qui contribuera à l'amélioration du cadre de vie des habitants de ces régions.

Une nouvelle centrale solaire d'une capacité de production de trois mégawatts, implantée à Djanet, vient d'être mise en service. Elle devra renforcer les capacités d'alimentation en électricité dans cette région, signale-t-on.

N.T./APS

Ouargla

100 km de pistes agricoles en réalisation

Un programme de réalisation de 100 km de pistes agricoles sera lancé prochainement pour la wilaya de Ouargla, au titre de l'année 2015, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts (CF) de la wilaya.

Une autre opération comprenant la réhabilitation d'une distance similaire de pistes agricoles dégradées a été égale-

ment retenue dans le cadre du même programme financé au titre du Fonds de développement rural, et la mise en valeur des terres agricoles par la concession, pour un coût de 180 millions DA, selon la même source.

En plus de ce programme, des actions portant sur la plantation d'oliviers, notamment de variétés Sigoise et Chemlal, sont

également prévues au niveau des exploitations agricoles disséminées à travers les communes de la wilaya, sur une surface de 40 hectares. Ces opérations devront impulser l'activité agricole dans la région, à même de contribuer à l'augmentation de la production.

Les agriculteurs de la région ont bénéficié, entre 2010 et 2012, d'un «vaste» programme

comprenant la plantation sur 292 km de brise-vent d'arbres de Casuarina, qui a été réalisé par l'entreprise régionale de génie rural «Atlas», a-t-on rappelé. Une surface de 20 hectares a été réservée cette année à travers plusieurs régions de la wilaya de Ouargla pour la plantation d'arbres forestiers au titre du plan de la bande verte, a-t-on encore signalé.

S.D.

Aïn Témouchent

Dix projets de cages flottantes pour développer l'aquaculture

Dix projets d'aquaculture portant sur l'installation de cages flottantes en mer ont été déposés par des investisseurs locaux à la direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Aïn Témouchent, a-t-on appris de son responsable.

Ces projets seront implantés, notamment, à Sbiâat, Madagh et Zouanif, et seront dotés de bases de vie, a indiqué Boukabrine Sahnoun, précisant que la technique de cages flottantes ne nécessite pas la disponi-

bilité de bassins et de bâtiments à l'instar de la ferme aquacole de S'biâat. Ces investisseurs procéderont à l'introduction d'alevins dans des cages flottantes où ils grossiront pour atteindre leurs tailles marchandes. Cette période variera entre 14 et 18 mois selon l'espèce.

Ces produits aquacoles seront disponibles tout au long de l'année sur le marché local et national. Par ailleurs, le projet d'extension de la ferme aquacole «Aqua Sole» de

Sbiâat est en voie de concrétisation avec l'acquisition, par l'investisseur, de six cages flottantes qui produiront, dès 2016, une quantité annuelle supplémentaire de 420 tonnes de poissons.

Une deuxième ferme aquacole, dénommée «Aqua Tafna», implantée à Rachegoune, devra entrer prochainement en exploitation. Elle dispose d'une capacité de production de 700 tonnes/an de loups de mer et daurades royales.

L.G.

El Tarf

Près de 280 foyers raccordés au gaz naturel à Bouteldja

AU TOTAL, 278 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune de Bouteldja (El Tarf), a-t-on appris auprès de la Société de distribution de l'électricité et du gaz-Est (SDE). Inscrit au titre du précédent programme quinquennal (2010-2014), ce raccordement, qui représente une «première phase», a profité aux populations des quartiers Zerad-Hocine, El Kiloun, 150 logements et Sidi-Abdellah, a ajouté la même source, précisant que les travaux, lancés en août 2014, ont nécessité la construction d'un réseau de distribution de 5,24 km. Une action similaire, en cours dans le cadre de la seconde phase de cette opération, affiche un taux d'avancement de 50%, a-t-on indiqué, précisant qu'à la fin des travaux, prévue en septembre, 3 022 foyers auront été raccordés au réseau, moyennant un investissement public de 276,58 millions de dinars.

Z.E./APS

Constantine

Les travaux d'extension du tramway lancés avant la fin de l'année

LES TRAVAUX de prolongement de la ligne du tramway de Constantine en direction de la nouvelle ville Ali-Mendjeli seront lancés «avant la fin de l'année en cours», a affirmé le wali, Hocine Ouadah. S'exprimant en marge d'une tournée effectuée la veille de la célébration du 53^e anniversaire de l'indépendance, M.

Ouadah a précisé, dans une déclaration, que les études de ce projet sont «finalisées» et l'entreprise de réalisation, un groupement algéro-espagnol, «retenue». Le chef de l'exécutif local a inauguré, au cours de cette tournée, le doublement de l'axe de 6,5 km reliant la cité Boussouf (sortie ouest de Constantine) à la localité d'Aïn Smara. Réalisée en 2 x 2 voies pour une enveloppe de 800 millions de dinars, cette route, entièrement éclairée, supprime l'ancienne chaussée, étroite et à sens unique, en double voie rapide. Plusieurs autres projets ont été lancés ou inspectés par le wali de Constantine au cours de cette tournée qui l'a conduit à Ali-Mendjeli et dans plusieurs quartiers périphériques de la ville.

R.R.



Migrants subsahariens au Maroc

Le Gadem préoccupé par la «recrudescence» du climat d'intolérance

■ Dans sa réaction au lancement fin juin par les autorités marocaines d'une vaste opération d'expulsion de migrants subsahariens du quartier Boukhalef dans la ville de Tanger, le Gadem s'est dit «inquiet» du caractère «discriminatoire et illégal» de ces opérations d'évacuation lors desquelles deux migrants sont morts.

Par Faten D.

Le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (Gadem) a exprimé sa vive préoccupation face à la «recrudescence» au Maroc du «climat d'intolérance et de haine» envers les ressortissants étrangers subsahariens. Dans sa réaction au lancement fin juin par les autorités marocaines d'une vaste opération d'expulsion de migrants subsahariens du quartier Boukhalef dans la ville de Tanger, le Gadem s'est dit «inquiet» du caractère «discriminatoire et illégal» de ces opérations d'évacuation lors desquelles deux migrants sont morts. «En menant une opération visant exclusivement les Noirs non ressortissants, les autorités (marocaines) ne se sont-elles pas rendues coupables de discrimination sur la base de l'origine nationale et/ou de la couleur de peau», s'est indignée cette ONG. De l'aveu même des autorités de Rabat, cette opération d'expulsion locative visait «spécifiquement» les Noirs non ressortissants. L'occupation illégale d'un appartement serait-elle l'apanage de ces derniers ? Les Noirs non ressortissants du

quartier Boukhalef seraient-ils tous des squatteurs par nature ? N'y aurait-il pas parmi eux des personnes qui ont des contrats de bail ou qui du moins, payent leur loyer même s'ils n'ont pas de contrat en bonne et due forme, comme cela reste d'usage au Maroc ?, s'est interrogé le



Ph. : DR

Groupe. Le Gadem a pu identifier au moins une famille titulaire d'un contrat de bail qui a été délogée par les forces de l'ordre marocaines à la demande des voisins. Le Groupe antiraciste tient, par ailleurs, à rappeler que les expulsions locatives sont normalement soumises à une pro-

cedure légale. Une série d'articles haineux envers les Noirs non ressortissants, notamment contre les personnes habitant dans le quartier de Boukhalef, ont été relayés par des médias électroniques arabophones ces dernières semaines. Le Gadem considère que ces sites ont contribué à la montée du climat d'intolérance et de haine raciale et sont donc responsables, autant que les autorités (marocaines), de ces violations des droits des Noirs non ressortissants. La vague d'arrestations de migrants subsahariens au Maroc, qui a débuté lundi 29 juin par l'évacuation d'immeubles occupés illégalement dans le quartier de Boukhalef, à Tanger, s'est poursuivie vendredi lorsqu'une opération de police a été menée dans un autre quartier de la ville, à proximité de l'aéroport. Depuis lundi, deux Ivoiriens ont trouvé la mort dans ces évacuations forcées, selon le Gadem qui s'inquiète également du sort toujours incertain des personnes qui ont été arrêtées et déplacées depuis le début de la semaine. Celles-ci ont été «déplacées dans différentes villes du sud du Maroc, notamment Agadir, Marrakech et Fkih Ben Salah», précise le Gadem, qui souligne que «tous se plaignent de n'avoir aucune information» sur la raison et la durée de leur détention.

F. D./APS

Tunisie

Récupération de 37 mosquées

37 mosquées sur un nombre de 80 échappant au contrôle et présentant un danger selon le gouvernement ont été récupérés. Dans une déclaration à Jawhara Fm, la chargée de la communication au ministère des Affaires religieuses, Najet Hammami, a affirmé que 37 mosquées ont été, jusqu'à présent, régularisées. Elle a ajouté que ces mosquées seront ré-ouvertes au public dès qu'on aura rétabli le contrôle. Rappelons que la ville de Jelma, gouvernorat de Sidi Bouzid, a connu des protestations, vendredi, suite à la fermeture de la mosquée Baraka classée comme hors la loi par les autorités, a rapporté radio ShemsFm, ajoutant que les fidèles ont été surpris de la fermeture alors qu'ils étaient venus prier. Après la prière, une foule de protestataires s'est rassemblée devant le siège de la délégation et le poste de police. Les manifestants avaient affirmé que le prêche de l'imam n'était pas radical. À rappeler aussi que le ministère des Affaires religieuses avait annoncé la date du 5 juillet comme dernier délai pour la fermeture de l'ensemble des mosquées qui échappent à l'autorité de

l'Etat. À noter que le chef du gouvernement avait annoncé la décision de fermer 80 mosquées irrégulières après l'attaque terroriste sanglante contre les touristes sur la plage de l'hôtel Impérial Marhaba à Sousse.

Les raisons du limogeage du président du Haut Conseil islamique

Le Chef du gouvernement, Habib Essid, a décidé, samedi 4 juillet 2015, de limoger le président du Haut Conseil islamique, Abdallah Wassif, à la suite d'une lettre qu'il a adressée à la Radio nationale pour demander l'arrêt d'un programme présenté par le philosophe Youssef Seddik. Selon le responsable de la communication auprès du Chef du gouvernement, Dhafer Neji, cité par radio Shems Fm, Abdallah Wassif avait envoyé sa lettre le 26 juin et n'a informé le Chef du gouvernement que le 2 juillet. À rappeler que cet interventionnisme du Haut Conseil islamique dans la programmation de la Radio nationale a suscité un tollé. Dans sa lettre, l'ex-président du Haut Conseil islamique avait accusé Youssef Seddik d'apostasie et de manque de

respect envers le prophète Mohamed. À rappeler que la Haïca s'est indigné de l'ingérence du Haut Conseil islamique dans la programmation de la Radio nationale et a condamné le ton menaçant de la lettre d'Abdallah Wassif. De son côté, le Conseil national indépendant des médias et des communications avait sollicité l'intervention du chef du gouvernement en mettant en garde contre les accusations portées à l'encontre de Youssef Seddik.

Des terroristes dévalisent une épicerie à Jradou

Huit terroristes armés ont attaqué, dans la soirée du 4 juillet 2015, une épicerie de la région de Jradou à la délégation de Sakiet Sidi Youssef. Ils ont dérobé des produits alimentaires et des provisions avant de prendre la fuite vers la région de Kassar El Klel, à Jebel Ouergha, à bord d'un camion. Les unités de la Garde nationale ont tenté une opération de traque des terroristes, a indiqué le correspondant de Mosaïque FM dans la région.

Samy O./Agences

Sahara occidental

Intérêt accru des médias sud-africains pour la question sahraouie

Les médias sud-africains accordent un intérêt croissant à la question sahraouie qui occupe désormais de plus en plus de place dans les bulletins d'information des chaînes de télévisions. La chaîne d'information publique sud-africaine SABC news a consacré mercredi une page à la question sahraouie, mettant en exergue les efforts de l'Union africaine (UA) pour le parachèvement du processus de décolonisation de la dernière colonie d'Afrique. SABC news a évoqué les préoccupations de l'UA face à la poursuite de l'occupation, par le Maroc, des territoires sahraouis, mettant en avant la position de l'organisation panafricaine concer-

nant le conflit du Sahara occidental et son soutien au droit du peuple sahraoui et à sa cause.

La chaîne d'information a rappelé le soutien de pays influents dans le continent, à leur tête l'Afrique du Sud, les efforts de la commission de l'UA, les Nations unies pour le règlement de cette question. Le Maroc qui occupe le Sahara occidental depuis 40 ans a utilisé, en 1975 et 1976, des armes prohibées contre des civils sahraouis les obligeant à quitter leur patrie, a encore rappelé la chaîne. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique inscrite dans l'agenda de décolonisation des Nations unies. D'autres

médias sud-africains et nigériens avaient mis en avant la lutte du peuple sahraoui pour le droit à l'autodétermination et à l'édification de son Etat indépendant.

L'Uso-Canarias condamne les répressions brutales perpétrées par le Maroc

L'Union syndicale ouvrière des Canaries (Uso-Canarias) a condamné les répressions brutales exercées par les autorités marocaines contre la population sahraouie dans les territoires occupés du Sahara occidental. Dans une résolution adoptée lors de son 13^e Congrès tenu du

3 au 4 juillet à Candelaria, l'Uso-Canarias a appelé la communauté internationale, en particulier le gouvernement espagnol, à intervenir pour mettre fin aux violations graves et à la répression à l'encontre des civils sahraouis innocents «par le régime autoritaire marocain».

«Nous sommes solidaires avec la mère sahraoui Haddi Takbar dans sa lutte pour récupérer le corps de son fils assassiné par des colons marocains», a par ailleurs affirmé la résolution. Le Congrès a également réitéré son engagement à déployer tous ses efforts pour défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

F.Y.

Dernières tractations en attendant les ministres

■ Une nouvelle longue journée de tractations a commencé hier à Vienne pour les négociateurs du nucléaire iranien, qui tentent d'achever le travail technique avant le retour des hommes politiques et la conclusion espérée, mais toujours incertaine, d'un accord historique d'ici à mardi.

Par Ali.O

Au neuvième jour de la reprise formelle des discussions, très peu d'informations précises filent sur l'avancée du dossier, même si quelques clignotants ont semblé passer au vert. L'Iran et le P5+1 (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Chine, France et Allemagne) essaient de résoudre depuis des mois une équation simple dans son principe, mais affreusement complexe dans les détails: comment placer sous contrôle international le programme nucléaire iranien, en échange d'une levée de sanctions contre Téhéran. Les experts et diplomates planchent jour et nuit sur «un texte de 20 pages avec cinq annexes, au total entre 70 et 80 pages», selon le négociateur iranien Abbas Araghchi. Objectif: présenter aux ministres un projet aussi précis et consensuel que possible, afin de laisser les politiques faire les derniers arbitrages et tenter de trancher les nœuds les plus durs de cette négociation sans précédent. Les chefs de la diplomatie doivent d'ailleurs commencer à revenir à Vienne dès hier soir -le Français Laurent Fabius et l'Allemand Frank-Walter Steinmeier sont les premiers attendus, les Russes Sergueï Lavrov, Chinois Wang Yi et Britannique Philip Hammond pourraient suivre aujourd'hui... Ils retrouveront l'Américain John Kerry, présent sans



PH. > D. R.

interruption dans la capitale autrichienne depuis plus d'une semaine, et l'Iranien Mohammad Javad Zarif.

La négociation est censée se conclure d'ici mardi 7 juillet, avant-veille de la date à laquelle le Congrès américain doit rece-

voir le texte pour se prononcer dans les 30 jours. Si la négociation est prolongée, la mise en œuvre d'un accord n'interviendrait pas avant au minimum deux mois. Dans l'histoire de cette négociation, entamée en septembre 2013, les dates butoir ont toujours été allègrement dépassées. Mais «à un moment, il faut savoir s'arrêter», soupire un haut

responsable occidental. «La prolongation des négociations n'est une option pour personne. Ni pour nous, ni pour les autres», a déclaré samedi soir à la télévision iranienne Araghchi. «Si on parvient à un accord qui respecte nos lignes rouges, il y a accord, sinon nous préférons rentrer à Téhéran les mains vides», a-t-il prévenu, en écho au

président américain Barack Obama qui a prévenu la semaine dernière qu'il refuserait «un mauvais» texte. Les points les plus durs de la négociation sont connus depuis des mois: combien de temps le programme nucléaire iranien sera-t-il bridé, quelles seront les modalités et le périmètre des inspections internationales, et à quel rythme tomberont les sanctions qui étranglent l'économie iranienne depuis une décennie.

Si certains diplomates ont laissé entendre samedi qu'un compromis sur les sanctions était en vue, Araghchi a toutefois assuré que «quatre ou cinq points» relatifs à cette question n'étaient pas réglés.

Les Iraniens réclament une levée rapide des sanctions -le président Hassan Rohani a été élu en 2013 sur cette promesse-, quand le P5+1 insiste sur un processus progressif et réversible au cas où Téhéran ne tiendrait pas ses engagements.

Concernant les vérifications d'une possible dimension militaire (PMD) du programme nucléaire iranien, point clé du dossier, le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a fait part de «progrès» dans les discussions avec Téhéran.

L'AIEA, agence onusienne, sera le véritable garant de la mise en œuvre d'un accord, puisqu'elle est chargée d'inspecter les sites suspects iraniens et de rendre compte au Conseil de sécurité de l'ONU du respect ou non de l'accord par Téhéran.

A. O.



Points chauds

Devoir

Par Fouzia Mahmoudi

Star éphémère durant la campagne présidentielle de 2012, Jean-Luc Mélenchon qui avait suscité alors un enthousiasme inattendu et important a perdu rapidement après toute l'influence qu'il avait acquise. Depuis, son influence a chuté drastiquement et sa popularité n'est plus aujourd'hui qu'anecdote ne lui laissant par ailleurs nullement la possibilité de peser d'une quelconque façon sur les décisions du gouvernement socialiste. Pourtant, Mélenchon semble persuadé aujourd'hui encore qu'il a une part à jouer sur la scène politique et est bien décidé à le faire. Ainsi, le président du Parti de gauche, a annoncé à demi-mot cette semaine sa candidature pour la prochaine présidentielle en assurant être disponible «par devoir» pour une candidature à la gauche de la gauche. «Je pense que j'ai le droit de dire que ma responsabilité est particulière dans ce paysage, car j'ai été le candidat et je me dois à ceux qui éventuellement pourraient souhaiter que je le sois de nouveau. (...) J'ai un devoir particulier», a déclaré Jean-Luc Mélenchon en clôture du congrès du Parti de gauche. «Il faudrait que comme les autres je prenne un air distrait et peut-être même effarouché lorsqu'on me parle de 2017. Je devrais, la mine grave, dire j'attends que mes amis m'en supplient ou bien que l'inspiration me vienne», a-t-il ironisé. «D'autres disent d'abord le projet. Oui, très bien ceux qui n'en ont pas n'ont qu'à en avoir un. Moi, j'en ai un depuis 2012, il s'appelle l'humain d'abord», a continué l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012. «Entre-temps, on a appris beaucoup de choses et beaucoup de gens ont évolué. J'observe que, dans la prise de conscience écologiste, beaucoup de progrès ont été faits, y compris dans nos rangs au Front de gauche. Il faut capitaliser tout ça», a-t-il lancé. Pour Jean-Luc Mélenchon, «2017 est l'occasion de renverser la table». «2017 n'est pas un concours de sensibilité, de disponibilité. C'est l'occasion majeure d'un combat frontal», a-t-il dit. «Comme vous me voyez, je suis et je ne changerai pas. Je leure tiens tête parce que je suis du Parti de gauche et le Parti de gauche ne fait pas de compromis pourri avec le système», a-t-il promis devant une salle acquiescente. «Il n'y a pas d'autre chemin que d'ouvrir une voie alternative claire, franche, devant le peuple français. Et il doit avoir confiance en celui qui leur parle», a expliqué Jean-Luc Mélenchon. «Je ne céderai jamais à aucune combine, à aucun arrangement, vous pouvez avoir confiance», a-t-il promis. Reste à savoir désormais si les Français se laisseront entraîner une nouvelle fois par la fougue et la gouaille du leader de gauche ou si échaudés par la gauche, ils boudonneront Mélenchon comme ils boudonneront certainement Hollande même si entre les deux hommes, le fossé politique et idéologique n'a jamais été aussi grand. F. M.

Yémen

21 morts dans des combats et des raids aériens à Aden

De violents combats ont opposé hier les rebelles houthis à des forces progouvernementales dans le sud du pays, alors que l'émissaire de l'ONU est arrivé à Sanaa pour relancer son initiative de trêve humanitaire.

A Aden, principale ville du sud, la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite a lancé à l'aube plusieurs raids aériens contre des positions des rebelles, tuant huit d'entre eux, alors que six civils ont péri dans la chute de roquettes tirées par les rebelles contre des quartiers résidentiels de la ville, selon des témoins et un responsable provincial.

A Lahj, des combattants de «la Résistance populaire», une force favorable au président en exil Abd Rabbo Mansour Hadi, a mené hier à l'aube une attaque contre un rassemblement rebelle, tuant 11 insurgés, ont précisé des sources militaires.

Simultanément, un autre groupe de la Résistance a repris deux positions près de la base aérienne d'Al-Anad au terme d'une bataille qui s'est soldée par la mort de 8 insurgés et 2 combattants progouvernementaux,

a-t-on ajouté. L'aviation de la coalition a bombardé dans la nuit des positions que des rebelles chiites houthis et leurs alliés, des militaires restés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh, tiennent aux entrées Nord et Est d'Aden, un indicé des habitants. Pour leur part, les rebelles ont tiré plusieurs roquettes Katioucha contre des quartiers résidentiels d'Aden, dont Mansoura, Bir Fadhl et Al-Inchaat, a indiqué à l'AFP un responsable provincial.

Trois de ces roquettes sont tombées sur un jardin d'enfants, où s'étaient réfugiés des déplacés, tuant six personnes, dont un enfant, et blessant 11 autres, a ajouté le responsable, dont le bilan a été confirmé à l'AFP par une source médicale.

Les victimes sont des réfugiés somaliens, qui avaient trouvé abri dans ce jardin d'enfants, a indiqué une autre source médicale.

Entre-temps, l'émissaire de l'ONU, Ismail Ould cheikh Ahmed, est arrivé à Sanaa, dans une nouvelle tentative d'obtenir une trêve humanitaire au cours des deux semaines restantes du ramadan, ce qui permettrait

d'acheminer de l'aide à la population. Le diplomate mauritanien, qui s'était déjà entretenu à Riyad avec le président Hadi, a répété hier qu'il cherchait à obtenir «rapidement une trêve humanitaire», puis parvenir à «un règlement pacifique de la crise, qui a tourné à la catastrophe».

Dans une déclaration à l'aéroport de Sanaa, il a ajouté qu'il multipliait les efforts en vue d'«un règlement qui soit durable et qui permettra un retour à la table du dialogue» de tous les protagonistes de la crise.

L'ONU a décrété mercredi son niveau d'urgence humanitaire le plus élevé pour le Yémen, où les combats avaient déjà fait à la fin du mois de juin 2 800 morts dont 1 400 civils et 13 000 blessés depuis mars, selon l'organisation.

Les Houthis, soutenus par l'Iran, se sont emparés depuis juillet 2014 de vastes régions du Yémen. Le 26 mars, l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition arabe pour empêcher ces insurgés de prendre le contrôle de tout le pays alors qu'ils étaient parvenus à Aden, poussant Hadi, qui s'y était réfugié, à s'exiler à Riyad.



Célébration de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse

Takfarinas enchante ses fans

■ La célébration de la fête de l'Indépendance de notre pays a été marquée, à Alger, par un concert grandiose animé par la vedette de la chanson d'expression kabyle Takfarinas. Organisée à l'esplanade de Riadh El Feth par le ministère de la Jeunesse et des Sports, cette soirée artistique était une occasion pour interpréter des chansons glorifiant la jeunesse, les martyrs et les sacrifices du peuple algérien pour le recouvrement de la liberté et de la souveraineté nationale.

Par Abia Selles

La vedette de la chanson d'expression kabyle, Takfarinas, était présent, dimanche soir à Alger, pour célébrer avec ses fans la fête de l'Indépendance de notre pays. En effet, c'est à l'esplanade de Riadh El Feth que l'artiste a chanté les plus belles chansons de son répertoire artistique ainsi que des chansons glorifiant la jeunesse, les martyrs et les sacrifices du peuple algérien pour le recouvrement de la liberté de notre pays. La soirée était grandiose et le public était nombreux. Organisé par le ministère de la Jeunesse et des

Sports, ce méga-concert était un rendez-vous pour Takfarinas qui a retrouvé son public avec lequel il a célébré dans l'émotion la fête nationale coïncidant avec le 5 juillet de chaque année. Il s'est dit «heureux» de retrouver le public algérien en cette occasion marquant la célébration du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, en scandant «Vive l'Algérie, vive la jeunesse». Témoignant son respect à la mémoire des martyrs de la Révolution, Takfarinas dit qu'il était un «devoir moral» de marquer une minute de silence envers ces «symboles de la liberté».



Accompagné de son orchestre, l'auteur du célèbre tube «Zaâma Zaâma» a interprété plusieurs de ses chansons glorifiant la jeunesse, les martyrs et les sacrifices du peuple algérien pour le recouvrement de la liberté et de la souveraineté nationale.

Devant un public nombreux et survolté, Takfarinas avec sa mandole électrifiée à double manche, a ouvert le bal avec «Azul» (Bienvenue), qui a eu un

franc succès. Marquant cet événement historique, il a interprété des chansons patriotiques glorifiant la guerre de Libération nationale et la jeunesse, telles que «Tamtut bou Mjajhed» (La veuve du guerrier), «Ou mazal d'imazighen» et bien d'autres titres très connus du public.

L'artiste a alterné avec succès entre folklore, chaâbi et rap, en esquissant à travers son chant des thèmes sociaux, comme le chômage («Douga»),

l'exil («Aysiyi»), l'amour (Aâssas n zahriw - Le gardien de mon destin). Ces pièces ont été agrémentées de chorégraphies exécutées avec art par une troupe de danseurs professionnels.

Joignant le geste à la parole, le chanteur a captivé le public par sa danse «convulsive» qui a fait des émules chez les spectateurs, en se laissant emporter sur des airs folkloriques harmonieux.

À la fin du spectacle qui a duré jusqu'au petit matin, la chanteuse Hassiba Abderaouf est montée sur scène pour interpréter en duo avec Takfarinas, une de ses chansons («Wiza») qu'il a dédiée aux femmes.

A.S.

Concert de Nada El Rayhane et Samir Toumi

Une soirée pleine d'émotion

L'Orchestre symphonique national (OSN) dirigé par le maestro Amine Kouider, la soprane Nada El Rayhane et le ténor Samir Toumi, ont animé samedi soir à Alger un concert de musique à l'occasion de la célébration du 53^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Alors que l'on s'attendait à assister à un récital à ciel ouvert, dans la cour intérieure du Palais de la culture Moufidi-Zakaria où il y a plus d'espace et où il faisait bon, le public nombreux s'est vu – et à sa grande surprise – confiné dans la salle des spectacles du palais où il faisait très chaud.

Submergés par la foule nombreuse présente, les organisateurs, visiblement dépassés, ont autorisé les spectateurs à occuper les allées entre les tribunes, habituellement réservées aux déplacements, ce qui a rendu tout mouvement impossible.

La scène qui contenait une cinquantaine de musiciens et une quinzaine de choristes n'a également pas été épargnée car une partie du public a été placée dans son côté cour (à droite de la scène) à proximité des

instrumentistes à vent et des contrebasistes. «Le récital est plaisant, mais franchement un suffoque. Comment peut-on enfermer un public aussi nombreux dans une salle exigüe ?», s'est interrogée une dame qui n'en pouvait plus et qui est sortie avant la fin du spectacle.

Le récital, accusant un retard d'une heure, s'est déroulé en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, de celui des Finances Abderrahmane Benkhalfa et du ministre du Commerce, Amara Benyounés.

Face à la mauvaise organisation, l'aspect artistique était en revanche sans faille, avec des instrumentistes qui ont brillé de maîtrise et de professionnalisme près de deux heures durant, accompagnant les voix suaves et limpides de Nada El Rayhane et Samir Toumi qui ont gratifié le public d'un florilège de chansons célébrant la circonstance.

Côté programme, la soprane a interprété «Li Annaka Mithli Touhibbou El Djazaïr»

(Parce que comme moi, tu aimes l'Algérie), «Ilyadhet El Djazaïr», «Mohammed Ya Rassoul Allah», respectivement des compositeurs et auteurs Noubli Fadel et Azeddine Mihoubi, Cherif Kortbi et Moufidi Zakaria et D. Salama avec Rabeh Kadem aux arrangements.

Samir Toumi prenant le relais a interprété «Noubet Zidène» dans ses différentes déclinaisons rythmiques arrangées par H. Boufirou et de reprendre ensuite avec Nada El Rayhane «Yahiaou Ouled Bladi» de Rabah Deriassa.

Auparavant, lors de la première partie de la soirée, l'Orchestre symphonique national avait brillamment repris le premier mouvement de L'Odyssee du regretté Abdelwahab Salim, Mascarade Suite d'Orchestre de A. Khatchaturian et Danses Hongroises de J. Brahms.

Des trophées honorifiques et des distinctions marquant la célébration du 53^e anniversaire de l'indépendance ont été remis aux chanteurs et au chef d'orchestre.

L.B.

Festival national de la musique hawzi à Tlemcen

Dalila Mekadder et Fouad Didi en ouverture

Le coup d'envoi de la neuvième édition du Festival national du hawzi a été donné dans la soirée de samedi à la maison de la culture «Abdelkader-Aloulou», en présence d'un nombre important de musiciens, de chanteurs et de responsables de la culture.

La soirée inaugurale de cette nouvelle édition, qui s'étale du 4 au 11 juillet, a été admirablement animée par la chanteuse Dalila Mekadder d'Alger et le

chanteur Fouad Didi de Tlemcen qui ont, sur la scène du théâtre de plein air de la maison de la culture, interprété diverses chansons de hawzi et d'andalou. Le public présent en force à la première journée de ce festival a beaucoup apprécié le plat proposé, ce qui laisse présager que les autres soirées de cette manifestation musicale nationale seront à la hauteur des attentes des mélomanes et connaisseurs.

Cette nouvelle édition enregistre la participation de quinze associations d'Alger, Sidi Bel-Abbès, Tlemcen, Mostaganem, Mascara, Constantine, Cherchell, Blida, Oran et Tiaret, et 21 chanteurs professionnels dont une partie réside à l'étranger, à l'instar des deux artistes qui ont animé la soirée d'ouverture et de noms très connus en Algérie tels que Abdelkader Chaou, Kara Terki Zakia, Berouigat Nasreddine,

Belkhodja Omar et autres chanteurs qui auront à animer, une semaine durant, des soirées à Tlemcen, Nedroma, Souahlia et Marsa Ben M'hidi. Un jury composé de trois membres représentant les écoles d'Alger, de Tlemcen et de Constantine et présidé par Charif Abdelhak, ancien musicien, départagera les associations musicales qui se disputent trois prix du festival.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Vendredi 10 juillet :
Spectacle «Algérie, ma liberté» du Ballet national.
Jusqu'au 15 juillet :
Exposition d'artisanat d'art et d'objets de décoration.

Musée régional des arts et des traditions populaires de Médéa

Jusqu'au 15 juillet :
Exposition sur le voile traditionnel el-haik.

Galerie des Ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 31 juillet :
Exposition de l'Art pictural auresien – en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouli, Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine.

Galerie Aïcha-Haddad

Jusqu'au 9 juillet :
Exposition de photographies «Fantasia... authenticité et patrimoine».

Centre culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 14 juillet :
Exposition collective d'artisanat.

Coup-franc direct



Les présidents et la «chkara» !

Par Mahfoud M.

Le président de la JSK, Hannachi, est accusé de privilégier l'utilisation du cash dans ses transactions, et surtout pour ce qui est de l'argent dû à la libération des joueurs. Il l'aurait fait déjà avec deux de ses joueurs ces derniers temps en leur exigeant de l'espèce en échange de la lettre de libération refusant de faire ses transactions par virement bancaire. Cette méthode est-elle pour autant nouvelle dans le milieu du football algérien ? En fait, non, cela n'est pas la première fois qu'on exige du cash aux joueurs et les présidents de tous les clubs préfèrent utiliser la «Chkara» plutôt que les chèques bancaires et ce dans toutes leurs transactions et ce pour éviter de laisser des traces que leurs détracteurs utiliseront contre eux. Même les joueurs et à la signature du contrat pour un quelconque club souhaitent encaisser leur argent cash, car ils ont peur de ne pas trouver de l'argent dans le compte bancaire du club. C'est comme une assurance pour eux pour éviter toute mauvaise surprise. Les présidents de même que les joueurs sont donc dans la même situation bien que les patrons des clubs soient les plus soucieux d'utiliser cette méthode qui ouvre la voie à plusieurs dépassements. C'est dire qu'il faut vraiment un nouveau départ et une nouvelle manière de gérer ces transactions financières pour éviter ces pratiques. M. M.

CS Constantine Zeghdoud adjoint de Velud

Mounir Zeghdoud, membre du staff technique intérimaire de l'USM Alger, est devenu adjoint de l'entraîneur du CS Constantine (L1 de football) Hubert Velud, a-t-on appris samedi auprès de l'intéressé. «J'ai fini par accepter la proposition qui m'a été faite par Velud et je vais entamer mes fonctions au CSC dans les prochains jours», a affirmé Zeghdoud, qui quitte ainsi l'USMA à quelques jours de la réception des Soudanais d'Al-Merreikh, vendredi prochain, dans le cadre de la 2^e journée (Gr B) de la Ligue des champions d'Afrique. Hubert Velud et Zeghdoud ont travaillé ensemble au



temps du passage du technicien français à l'USM Alger lors des deux dernières saisons. Le CSC qui aspire à jouer les premiers rôles la saison prochaine, a engagé jusque-là cinq joueurs : Yacine Bezzaz (ex-MC Oran), Amine Aksas (ex-MC Alger), Zineddine Mekkaoui (ex-JSK), Farid Cheklam (ex-Najran/Arabie saoudite) et Sabri Gharbi (ex-MC Alger). Le directeur général par intérim du club, Mohamed Haddad a négocié vendredi soir à Constantine avec l'ancien milieu international algérien Mourad Meghni, qui a demandé trois jours de réflexion avant de rendre sa réponse.

JM 2021 Oran se dote d'un site internet dédié



Un site Internet et une page sur le réseau social Facebook viennent d'être mis en ligne et dédiés à la candidature de la ville d'Oran aux Jeux méditerranéens de 2021. L'annonce a été faite, lors d'une rencontre conviviale qui a regroupé, dans la soirée de vendredi, les autorités locales et les responsables de la presse nationale et locale. Un spot de deux minutes sur la ville d'Oran a été également présenté aux présents. L'occasion a été saisie par le wali d'Oran, Abdelghani Zaâlâne, pour informer l'assistance des actions entreprises pour appuyer la candidature d'Oran, en course avec la ville tunisienne de Sfax, pour abriter cet événement sportif. Le choix définitif de la ville hôte se fera le 27 août prochain, à Pescara (Italie), où les comités olympiques des pays de la méditerranée devront suivre les dossiers de candidatures des deux villes avant de porter leur choix définitif sur l'un des deux concurrents. Le wali, tout comme les présidents des deux assemblées élues (APW et APC), ont mis en exergue toutes les retombées positives que doit avoir l'organisation de cet événement sur le plan du développement de la Cité et du renforcement de l'image de métropole méditerranéenne dont jouit Oran. Dans son message figurant sur ce site, le président du COA, Mustapha Berraf, souhaite que ses collègues des deux rives de la Méditerranée «offrent l'opportunité à la ville d'Oran de montrer son sens légendaire de l'hospitalité et son amour du sport, de la paix et de l'olympisme». Capitale de l'Ouest et deuxième ville du pays, Oran dispose de tous les atouts garantissant les meilleures conditions pour un déroulement parfait d'un événement comme les Jeux méditerranéens. C'est une ville en pleine mutation qui se dote d'infrastructures dans tous les domaines à la mesure de sa vocation et de ses aspirations de grande métropole, a-t-on signalé. Les structures d'accueil et de compétition que recèle la ville d'Oran sont soit déjà opérationnelles ou en cours de réalisation. «Tout sera prêt pour le rendez-vous de 2021», assure-t-on.



Athlétisme/Meeting Areva de Paris (Ligue de Diamant) Makhloufi prend la 4^e place sur le 1500 m

LAlgérien Taoufik Makhloufi a pris la 4^e place sur le 1500 m samedi au meeting d'Areva à Paris pour le compte de la 8^e étape de la Ligue de Diamant d'athlétisme. Le champion olympique au 1500 aux Jeux olympiques JO-2012 de Londres, qui a parcouru la distance en 3:30.50, a été devancé par le vainqueur kényan Silas Kiplagat (3:30.12). Les 2^e et 3^e places sont revenues respectivement à Ayanleh Souleiman du Djibouti (3:30.17) et le Kenyan Ronald Kwemai (3:30.43). Il s'agit de la première course de Makhloufi cette saison sur le 1500 m après le 800 m disputé le 30 mai dernier, lors du meeting d'Eugène (Etats-Unis) où il avait terminé 3^e du 800m, avec un chrono de 1:45.17, derrière l'Ethiopien Mohammed Aman (1er, en 1:44.92) et le Botswanaïen Nijel Amos (2^e, en 1:45.06). Mercredi dernier à Nancy, le natif de Souk Ahras a réalisé la cinquième meilleure performance mondiale de tous les temps sur le 1000 m avec un chrono de 2 min 13 sec 08/100". La prochaine étape de la Ligue de Diamant aura lieu jeudi 9 juillet à Lausanne (Suisse).

MC Alger

Arthur Gorges prévient ses joueurs

■ Le coach portugais du Mouloudia d'Alger, Arthur Gorges, a prévenu ses poulains que s'ils souhaitent jouer le titre cette saison, ils devront se donner à fond lors de cette préparation d'intersaison.

Par Mahfoud M.

Il a tenu ce discours lors de la reprise des entraînements au stade du 5-Juillet en prévision de la préparation de la nouvelle saison. Il faut savoir que seulement 16 joueurs étaient présents à l'entame de cette préparation, ce qui démontre d'un certain laisser aller des joueurs qui ne sont pas pris au sérieux ce rendez-vous très important pour le groupe.

Plusieurs éléments dont Karaoui et Hachoud, ont été dispensés de cette première séance qui s'est déroulée au stade dit "Hadjout" sis au complexe olympique du 5-juillet, sous le regard d'une centaine de supporters. Les gars du Mouloudia ont ensuite pris le départ vers Tlemcen hier pour prendre par au premier stage d'intersaison qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'Aïd. Le



PH. > D. R.

deuxième stage se tiendra, lui, après le ramadan en Pologne. Pour ce qui est du recrutement, on apprend que la direction est entrain de mettre les dernières retouches pour le terminer, puisqu'il ne manque que l'international éthiopien, Salah avec lequel elle est toujours en contact, alors que les dirigeants devraient engager un gardien de but, si le cas de Jonathan n'est pas réglé.

Il faut savoir que ce dernier devrait ramener sa lettre de libération de l'USMBA qui bloque son transfert même si l'a pas eu toutes ses men-

sualités et qu'il avait déposé une réclamation auprès de la CRL qui devra statuer sur ce cas, mais cela risque de prendre du temps.

Pour revenir au stage de Tlemcen, il faut savoir que le staff technique devrait augmenter la cadence graduellement, pour arriver à une meilleure préparation avant de disputer à la fin de ce stage quelques matchs amicaux qui permettraient à l'entraîneur de voir à l'œuvre surtout les nouveaux éléments recrutés cette saison.

M. M.

Valence CF

Feghouli sera présent à la reprise le 14 juillet

Linternational algérien de Valence CF Sofiane Feghouli reprendra l'entraînement avec son club le 14 juillet prochain, soit une semaine après la reprise du reste du groupe prévue dimanche, a indiqué l'équipe de première division espagnole de football.

Le joueur algérien a bénéficié à l'instar de l'Allemand Mustafi et deux autres joueurs de quelques jours de vacances supplémentaires en raison de leur engagement avec leurs sélections nationales respectives en juin dernier. Blessé aux adducteurs, le meneur de jeu algérien avait déclaré forfait pour le match des Verts contre les Seychelles (4-0) disputé le 13 juin à Blida pour le compte de la première journée des éliminatoires



de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017. Feghouli manquera donc le premier stage de Valence qui aura lieu à Salzburg (Autriche) à partir de lundi, où l'équipe disputera deux matchs amicaux, mais sera du voyage pour la Chine le 16 juillet pour un

match amical contre le Bayern prévu le 18 juin à Pékin. A l'issue de cette rencontre amicale, les partenaires de Feghouli effectueront un second stage en Allemagne avec au programme une participation au tournoi de Cologne les 1^{er} et 2 août prochain.

L'équipe de Valence sous la conduite de l'entraîneur portugais Nuno Espirito sera de retour en Espagne le 4 août pour poursuivre sa préparation en prévision de la nouvelle saison. Un ultime match amical contre l'AS Rome se jouera le 8 août à Mestalla. Valence est qualifié pour les barrages de la Ligue des champions en prenant la quatrième place du championnat d'Espagne, derrière le trio Barcelone, Real Madrid et Atletico Madrid.

O Lyon

Yassine Benzia ne quittera pas

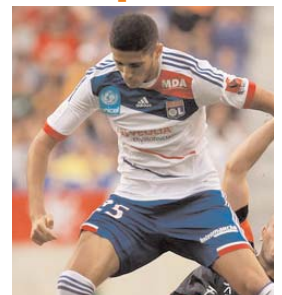
Yassine Benzia, le jeune attaquant de l'Olympique Lyonnais (L1 française de football) sera maintenu dans l'effectif de la saison 2015-2016, selon le dirigeant Bernard Lacombe, même si des rumeurs continuent à annoncer ce joueur partant vers un autre club, pour gagner en temps de jeu.

«Benzia fait partie des éléments qui vont jouer l'an prochain. J'en suis

sûr, car il a le talent. Il suffit juste qu'il nous montre plus», a affirmé le bras droit du président Jean-Michel Aulas.

Le franco-algérien (20 ans) a été titularisé seulement trois fois pendant la saison 2014-2015 (2 buts) mais la direction de l'OL lui a accordé des circonstances atténuantes, contrairement à d'autres jeunes du cru, qui n'avaient pas réussi à s'imposer en seniors et qui ont fini par être libérés. «Benzia a été souvent blessé et il a mis du temps pour revenir.

Une situation que nous comprenons parfaitement, mais il sait qu'il ne peut pas rester un éternel espoir», a ajouté Bernard Lacombe, pour exhorter le jeune franco-algérien «à bouger». Les rumeurs sur l'éventuel départ de Benzia ont pris de l'ampleur dernièrement pour deux principales raisons : l'arrivée d'un nouvel attaquant à Lyon, Claudio Beauvue, qui risque de durcir un peu plus la concurrence aux avant-postes, ainsi



que le transfert à Monaco de Farès Bahlouli, un autre jeune franco-algérien qui n'avait pas réussi à s'imposer à Lyon et à qui Benzia pourrait emboîter le pas pendant ce mercato estival.

La direction des Gones vient cependant de démentir pour Benzia, dont le contrat court jusqu'en 2016 et qui, selon Bernard Lacombe, sera maintenu parmi l'effectif seniors.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Les dissidents du FFS rejoignent le parti de Abdelaziz Bélaid

LES DISSIDENTS du Front des forces socialistes (FFS), regroupés depuis plus de deux années dans le Forum socialiste pour la liberté et la démocratie (FSLD), cadre non agréé, ont rejoint le Front El-Moustakbal (FM) (Front de l'avenir), formation politique fondée par le D' Abdelaziz Bélaid le 9 février 2012. La décision a été prise au cours de la réunion tenue dans la soirée de samedi à dimanche dernier à Akbou. Un conclave où les partisans du député Khaled Tazaghart sont revenus sur les contacts entrepris avec des partis politiques qui avaient posé des conditions à ce Forum constitué de dissidents du FFS notamment, 4 élus APW, une soixantaine d'élus APC de Béjaïa et Bouira, des fondateurs du FFS et militants ayant vécu les événements de 1963 et des militants de base ayant rejoint les dissidents lors de la crise qui a traversé le parti, notamment celle qui avait touché la Fédération du FFS à Béjaïa. La décision sera annoncée lors d'une conférence de presse le 12 du mois courant à Béjaïa, a souligné un des animateurs du Forum. Les frondeurs du FFS avaient décidé de rejoindre organiquement un parti républicain, mais à la condition que

celui-ci accepte de porter un certain nombre de revendications comme condition sine qua non d'en faire partie. Un accord écrit aurait été signé par les deux parties à ce sujet comme garantie. Les points importants aux yeux des dissidents du FFS tournent autour de l'institutionnalisation de tamazight comme langue nationale et officielle dans la prochaine révision de la Constitution, faire du nouvel amazigh une journée fériée et une fête nationale, l'application de la loi du chahid et du moudjahid, la reconnaissance du statut de chahid aux militants de la liberté et de la démocratie tombés au champ d'honneur entre 1963 et 1965 ainsi qu'un statut de chahid pour les victimes de la répression du 8 mai 1945, la mise en œuvre d'un plan d'urgence de développement socio-économique de la wilaya. Plusieurs élus et animateurs de ce Forum auraient été accueillis même dans les organes dirigeants du parti comme le conseil et le bureau national. Avec ce ralliement, le D' Bélaid ne pouvait pas espérer mieux. Ce parti vient de s'ancrer dans la région, jusque-là la chasse gardée du FFS, RCD, et à un degré moindre du FLN et du RND.

H. Cherfa

Pour importations illégales à partir du Sahara occidental

Le gouvernement britannique «sera traduit en justice»

L'ONG «Western Sahara Campaign» (WSC) a décidé de traduire le gouvernement britannique en justice pour mettre en cause le commerce illégal de produits en provenance du Sahara occidental, a indiqué l'ONG dans son magazine mensuel «Sahara Analysis». WSC a prévu une date pour l'audience les 14 et 15 juillet dans laquelle «la Cour examinera les revenus et le traitement des Douanes de Sa Majesté réservé aux produits originaires du Sahara occidental importés dans le Royaume-Uni comme marocains en vertu de l'Accord d'Association entre l'UE et le Maroc ainsi que le Ministère de l'Alimentation et les Affaires rurales qui accorde des licences pour pêcher dans les territoires du Sahara occidental dans le cadre de l'Accord de partenariat de pêche entre l'Union européenne et le Maroc», a indiqué samedi l'ONG dans son magazine mensuel «Sahara Analysis». «En tant qu'association petite et bénévole, la décision de WSC de traduire le gouvernement britannique en justice n'a pas été une décision prise à la légère. Mais près de 40 ans se sont écoulés depuis que le Maroc occupe le Sahara occidental», poursuit Sahara Analysis. «Cela n'a pas

été suffisant et plus l'occupation du Sahara occidental continue plus elle devient enracinée», a relevé la même source. «La communauté internationale et l'ONU ont systématiquement manqué à leur obligation légale de veiller à ce que les Sahraouis puissent exprimer leur droit inaliénable à l'autodétermination. Nous avons décidé de faire quelque chose d'extraordinaire pour aider les Sahraouis à récupérer leur pays», conclut WSC. Le Front Polisario avait auparavant souligné que le Maroc est considéré comme «occupant» au sens des Conventions de Genève, rappelant que la Cour internationale de justice insiste sur le fait que le Maroc «ne pouvait revendiquer aucune souveraineté» sur le Sahara occidental.

Said F.

Tizi Ouzou

Le corps sans vie d'un homme découvert à l'intérieur d'une mosquée

LE CORPS sans vie d'un homme a été découvert, hier, dans une mosquée à Boghni (35 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou), avons-nous appris de sources locales. Agé de 65 ans, l'homme avait les mains ligotées ainsi qu'un mouchoir dans la bouche. Il a été laissé à l'intérieur de la mosquée. Aucune précision n'a été fournie sur les circonstances du drame, et une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour faire la lumière sur cette affaire.

Hamid M.

5 juillet des milliers de détenus graciés



Djalou@hotmail.com

Daho Ould Kablia, président du MALG

«Il est temps d'ouvrir les archives de la révolution»

■ «C'est pour la première fois que j'évoque ce sujet, car il est temps d'ouvrir les archives et de dévoiler les faits historiques sur nombre de questions qui suscitent toujours une grande polémique et lever les ambiguïtés», a soutenu Ould Kablia.

Par Ali O.

Le président de l'Association nationale des moudjahidines du Ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG), Daho Ould Kablia, a affirmé, samedi soir à Tipasa, qu'il est temps d'ouvrir les archives de la révolution nationale», indiquant que le MALG a été respectueux de l'éthique dans l'accomplissement de ses missions au service de la révolution. «C'est pour la première fois que j'évoque ce sujet, car il est temps d'ouvrir les archives et de dévoiler les faits historiques sur nombres de questions qui suscitent toujours une grande polémique et lever les ambiguïtés», a soutenu M. Ould Kablia qui animait le forum sur la mémoire nationale organisée par la Sûreté nationale autour de «l'importance des archives de la révolution dans l'écriture de l'histoire», à l'occasion de la célébration du 53^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. Après avoir mis en avant le rôle des historiens dans l'écriture objective de l'histoire, il a fait

remarquer qu'une centaine d'ouvrages historiques «inutiles» qu'il avait lus sont «vides de contenu», car se basant sur des sources «faibles». M. Ould Kablia a fait savoir qu'il dévoilerait prochainement plusieurs faits historiques relatifs à la révolution nationale étayés de documents fiables, soulignant le rôle de son association dans la réhabilitation de plusieurs Algériens ayant contribué à la réussite de la révolution, alors qu'ils occupaient de hauts postes dans des institutions françaises de l'époque. Il a en outre appelé à rendre justice au MALG qui «a été respectueux de l'éthique dans l'accomplissement de ses missions», réfutant par ailleurs les allégations faisant état d'assassinats commandités par cette institution. Il a également souligné le rôle des anciens cadres du MALG dans l'écriture de l'histoire, à travers la publication de 27 ouvrages «des plus objectifs et des plus riches du point de vue sources». M. Ould Kablia a appelé les historiens à «rechercher les difficultés auxquelles la révolution était confrontée et leurs répercussions sur l'avenir de l'Algérie». Le MALG, dirigé par Abdelhafid Boussof, a soumis, dès l'indépendance du pays, près de 50 tonnes d'archives sur la révolution aux états-majors, dont des rapports sur le Gouvernement provisoire, des enregistrements des négociations d'Evian, des rapports sur des cadres du MALG à l'extérieur du pays, outre d'autres documents pouvant être exploités dans le cadre de la loi.

Il a préconisé de prendre aussi connaissance «des enregistrements sur les négociations d'Evian qui sont la preuve sur l'intransigeance des dirigeants de la révolution algérienne sur l'indépendance, la souveraineté et l'unité du pays, tout au long de ces négociations». Il a en outre cité plusieurs missions du MALG notamment «l'infiltration» dans le cabinet de la présidence française et plusieurs institutions souveraines françaises, via des «amis» français ou algériens que le MALG avait recrutés. Grâce à l'expérience des cadres du MALG, estimés alors à 250 éléments, 16 650 tonnes d'armement ont été introduites par des révolutionnaires à travers les frontières tunisiennes et 8 000 autres tonnes à travers les frontières marocaines, en dépit des obstacles et des pressions. Par ailleurs, le directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, a souligné que cette rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres de la police, s'inscrit dans le cadre de la préservation de la mémoire nationale, insistant sur l'importance extrême des archives et de la documentation pour poursuivre le processus d'édification et de reconstruction. La rencontre a été l'occasion pour la DGSN de rendre hommage à Daho Ould Kablia ainsi qu'à plusieurs cadres du MALG, au Cheikh Mohamed Salah Seddik et à des cadres retraités de la police, en reconnaissance des loyaux services rendus à la patrie.

A. O.